

**DELIBERATION N° 19/040 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
APPROUVANT LA MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS
DE LA COLLECTIVITE DE CORSE AUPRES DU CONSERVATOIRE DU
LITTORAL**

SEANCE DU 21 FÉVRIER 2019

L'an deux mille dix neuf, le vingt et un février, l'Assemblée de Corse, convoquée le 8 février 2019, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Hyacinthe VANNI, Vice-Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

Vannina ANGELINI-BURESI, Danielle ANTONINI, Guy ARMANET, Véronique ARRIGHI, François BENEDETTI, Valérie BOZZI, Pascal CARLOTTI, Mattea CASALTA, Marie-Hélène CASANOVA-SERVAS, Marcel CESARI, Catherine COGNETTI-TURCHINI, Romain COLONNA, Christelle COMBETTE, Frédérique DENSARI, Santa DUVAL, Muriel FAGNI, Isabelle FELICIAGGI, Pierre-José FILIPPUTTI, Laura FURIOLI, Pierre GHIONGA, Fabienne GIOVANNINI, Michel GIRASCHI, Julie GUISEPPI, Jean-Jacques LUCCHINI, Pierre-Jean LUCIANI, Marie-Thérèse MARIOTTI, Paul MINICONI, Jean-Martin MONDOLONI, Paola MOSCA, Nadine NIVAGGIONI, François ORLANDI, Marie-Hélène PADOVANI, Julien PAOLINI, Paulu Santu PARIGI, Chantal PEDINIELLI, Marie-Anne PIERI, Antoine POLI, Laura Maria POLI, Pierre POLI, Juliette PONZEVERA, Louis POZZO DI BORGIO, Joseph PUCCI, Marie SIMEONI, Pascale SIMONI, Jeanne STROMBONI, Anne TOMASI, Petr'Antone TOMASI,

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. François BERNARDI à M. Joseph PUCCI
M. Jean-François CASALTA à M. Pascal CARLOTTI
M. François-Xavier CECCOLI à Mme Valérie BOZZI
M. Jean-Louis DELPOUX à Mme Santa DUVAL
M. Francis GIUDICI à Mme Marie-Anne PIERI
Mme Stéphanie GRIMALDI à Mme Isabelle FELICIAGGI
M. Xavier LACOMBE à Mme Christelle COMBETTE
M. Paul LEONETTI à Mme Julie GUISEPPI
M. Jean-Charles ORSUCCI à Mme Marie-Hélène PADOVANI
Mme Rosa PROSPERI à M. Petr'Antone TOMASI
Mme Catherine RIERA à Mme Catherine COGNETTI-TURCHINI
M. Camille de ROCCA SERRA à M. Jean-Martin MONDOLONI
M. Jean-Guy TALAMONI à M. François BENEDETTI
Mme Julia TIBERI à Mme Mattea CASALTA

ETAIT ABSENTE : Mme

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** le Code de l'environnement, et notamment son article L. 322-13-1,
- VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Après un vote à l'unanimité,

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE les mises à disposition de six agents à temps complet de la Collectivité de Corse auprès du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, dénommé le Conservatoire du Littoral.

Ces postes seront occupés par des personnels de catégorie A, B ou C pouvant relever de la filière administrative ou technique.

Ces mises à disposition sont fixées pour une période de 3 ans à compter de la signature de la convention ci-annexée.

ARTICLE 2 :

APPROUVE pour deux des six emplois et pendant la durée de la mise à disposition, soit 3 ans à compter de la signature de la convention ci-annexée, l'application de la dérogation à l'obligation de remboursement de la rémunération, des cotisations et contributions afférentes à ces emplois.

ARTICLE 3 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer l'ensemble des actes à intervenir.

ARTICLE 4 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Aiacciu, le 21 février 2019

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean Guy TALAMONI



COLLECTIVITE DE CORSE

RAPPORT
N° 2019/O1/043

ASSEMBLEE DE CORSE

1 ERE SESSION ORDINAIRE DE 2019

REUNION DES 21 ET 22 FÉVRIER 2019

RAPPORT DE MONSIEUR
LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA
COLLECTIVITE DE CORSE AUPRES DU CONSERVATOIRE
DU LITTORAL

COMMISSION(S) COMPETENTE(S) : Commission des Finances et de la Fiscalité

RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE

Le présent rapport a pour objet de proposer une convention cadre territoriale et unique de mise à disposition de personnels de la Collectivité de Corse auprès du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, dénommé Conservatoire du Littoral.

En effet, actuellement coexistent trois conventions.

Ces conventions concernent la mise à disposition de 6 agents à temps complet de catégorie A, B ou C pouvant relever de la filière administrative ou technique.

Ces personnels sont répartis sur divers secteurs géographiques et selon des modalités financières différentes tels que présentés dans le tableau ci-dessous :

Catégorie et nombre d'agents	Résidence administrative	Prise en charge
1 agent de catégorie A	Bastia	MAD gratuite
1 agent de catégorie A	Bastia	MAD contre remboursement
1 agent de catégorie C	Bastia	MAD contre remboursement
1 agent de catégorie A ou B	Aiacciu	MAD contre remboursement
1 agent de catégorie A ou B	Aiacciu	MAD gratuite
1 agent de catégorie C	Aiacciu	MAD contre remboursement

Les agents de catégorie A ou B sont chargés d'exercer les fonctions de chargés de mission territorial, de mettre en œuvre les missions de propriétaire du Conservatoire du littoral sur un secteur géographique de la Corse et d'assurer de façon secondaire une mission thématique transversale au sein de l'équipe de la délégation Corse.

Les agents de catégorie C sont chargés quant à eux de la gestion et systèmes d'information géographique. Ils exercent des missions transversales sur l'ensemble de la Corse et assure à ce titre le suivi de la gestion des sites et de la garderie ainsi que la gestion des données SIG relatives au domaine du Conservatoire.

De façon secondaire, ils assurent également une ou des missions thématiques au sein de l'équipe de la délégation régionale.

Je vous rappelle que l'application de cette procédure relève des mesures relatives au régime de la mise à disposition de l'article 61 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,

du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 et de l'article L. 322-13-1 du Code de l'environnement qui stipule qu' « afin de mener à bien les missions qui lui sont confiées, le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres peut disposer, outre son personnel propre, d'agents titulaires et contractuels de la fonction publique territoriale mis à disposition par périodes d'une durée maximale de trois ans, renouvelables sans limitation de durée totale. Cette mise à disposition peut être réalisée à titre gratuit ».

Concernant les dépenses de traitement et de charges sociales afférentes aux emplois occupés, la loi pose le principe du remboursement obligatoire.

Toutefois, il peut être dérogé à cette obligation conformément aux dispositions prévues au II de l'article 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Il en sera ainsi pour deux des six emplois figurant dans le tableau en page 1, à savoir l'un des deux emplois de catégorie A relevant de la filière administrative ou technique basé à Bastia, et de l'un des deux emplois de catégorie A ou B pouvant relever de la filière administrative ou technique basé à Aiacciu.

Ces dispositions financières seront appliquées pour la durée de la convention fixée à trois ans.

Vous trouverez ci-annexé un projet de convention, précisant les modalités de ces mises à disposition, que vous m'autoriserez à signer ainsi que l'ensemble des actes à venir.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**CONVENTION CADRE DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS TERRITORIAUX
AUPRES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL**

Entre

La Collectivité de Corse, représentée par M. Gilles SIMEONI, Président du Conseil Exécutif de Corse,

D'UNE PART,

Et

Le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, dénommé Conservatoire du littoral, représenté par sa directrice Mme Odile GAUTHIER, agissant en application de l'article R. 24328 du Code de l'environnement,

D'AUTRE PART,

- VU** le Code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IVème partie,
- VU** l'article L 322-13-1 du Code de l'environnement qui stipule que le Conservatoire de l'espace du littoral et des rivages lacustres peut disposer, outre son personnel propre, d'agents de la fonction publique territoriale mis à disposition,
- VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU** la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
- VU** la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- VU** la délibération n° 19/040 AC de l'Assemblée de Corse du 21 février 2019,
- VU** le règlement du personnel du Conservatoire du Littoral,
- VU** le Règlement Intérieur du Temps de Travail du Conservatoire du Littoral (RITT) en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2019,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet de la convention

La présente convention vise à mettre à disposition du Conservatoire du littoral 6 agents territoriaux de la Collectivité de Corse, en application des dispositions des articles 61 et suivants de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale, et du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux.

Ces mises à disposition sont gratuites ou contre-remboursement en fonction des postes.

Ces agents territoriaux, issus de catégories différentes, par référence à la classification fonction publique, sont les suivants :

Catégorie et nombre d'agents	Résidence administrative	Prise en charge
1 agent de catégorie A	Bastia	MAD gratuite
1 agent de catégorie A	Bastia	MAD contre remboursement
1 agent de catégorie C	Bastia	MAD contre remboursement
1 agent de catégorie A ou B	Ajaccio	MAD contre remboursement
1 agent de catégorie A ou B	Ajaccio	MAD gratuite
1 agent de catégorie C	Ajaccio	MAD contre remboursement

Les agents de catégorie A ou B sont chargés d'exercer les fonctions de chargés de mission territorial, de mettre en œuvre les missions de propriétaire du Conservatoire du littoral sur un secteur géographique de la Corse et d'assurer de façon secondaire une mission thématique transversale au sein de l'équipe de la délégation Corse.

Les agents de catégorie C sont, quant à eux, chargés de la gestion et systèmes d'information géographique. Ils exercent deux types de missions transversales sur l'ensemble de la Corse et assure à ce titre le suivi de la gestion des sites et de la garderie ainsi que la gestion des données SIG relatives au domaine du Conservatoire.

De façon secondaire, ils assurent également une ou des missions thématiques au sein de l'équipe de la délégation régionale.

ARTICLE 2 - Les agents mis à disposition

L'identité des agents territoriaux mis à disposition est indiquée dans un tableau synoptique dans l'annexe 1 à la présente convention.

En cas de mouvement d'un ou plusieurs de ces personnels, une nouvelle annexe sera produite.

La Collectivité de Corse s'engage à transmettre au Conservatoire du littoral, dès la prise de fonction des agents, les arrêtés individuels de mise à disposition correspondants.

ARTICLE 3 - Durée de la mise à disposition

La mise à disposition prend effet à compter de la signature de la présente convention

pour une durée de 3 ans (trois ans). Elle est renouvelable par reconduction expresse.

Son renouvellement fera l'objet d'une nouvelle convention de mise à disposition.

ARTICLE 4 - Conditions d'emploi des agents mis à disposition

Durant le temps de la mise à disposition, les agents concernés effectueront un temps de travail correspondant à un temps complet.

Les agents sont placés sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages de la délégation Corse.

La Collectivité de Corse continue à gérer la situation administrative des agents mis à disposition, notamment en ce qui concerne l'avancement.

Le Conservatoire du littoral fixe pour les agents mis à disposition les conditions de travail et les décisions relatives au temps de travail (cf. RITT), sur la base des droits en vigueur au Conservatoire du littoral telles quelles figurent dans le règlement intérieur de l'établissement, et en informe la Collectivité de Corse.

ARTICLE 5 - Compétences décisionnelles relatives à la situation administrative des agents

Conformément aux dispositions de l'article 6-1 du décret n° 2008-580 du 18 juin 2008, le Conservatoire du littoral prend les décisions relatives aux congés prévus aux 1° et 2° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984, à savoir :

- le congé annuel,
- le congé de maladie ordinaire,

et en informe la Collectivité de Corse.

Par ailleurs, le Conservatoire du littoral prend les décisions relatives aux autorisations spéciales d'absence.

La Collectivité de Corse prend les décisions relatives aux congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 et à l'article 60 sexies de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

La Collectivité de Corse prend les décisions relatives au bénéfice du compte personnel de formation après avis du Conservatoire du littoral.

La Collectivité de Corse prend les décisions relatives à l'exercice du temps de travail à temps partiel après avis du Conservatoire du littoral.

Le Conservatoire du littoral transmet à la Collectivité de Corse tous documents utiles concernant les congés susmentionnés afin qu'il puisse en tirer les conséquences, notamment sur la rémunération de l'agent. Il informe également la Collectivité de Corse des absences de l'agent pour faits de grève.

Les agents mis à disposition conservent les droits acquis au titre du compte épargne temps qu'ils détiennent au sein de la Collectivité de Corse.

Ces droits acquis sont transférés au Conservatoire du littoral où ils pourront être utilisés pendant la durée de la mise à disposition conformément à la réglementation et aux procédures en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 6 - Rémunération des agents mis à disposition

La Collectivité de Corse verse aux agents la rémunération correspondant à leur grade d'origine au prorata de leur temps de travail (les émoluments de base, le supplément familial le cas échéant, l'indemnité de résidence le cas échéant, les indemnités et primes liées à l'emploi).

Le Conservatoire du Littoral ne verse aucun complément de rémunération.

La Collectivité de Corse prend à sa charge la rémunération, l'indemnité forfaitaire ou l'allocation de formation versée aux agents au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du compte personnel de formation intervenues au cours de la mise à disposition.

Le Conservatoire du Littoral supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait lui-même bénéficier les agents et les indemnise de tous frais et sujétions particulières auxquels ceux-ci sont exposés dans l'exercice de leurs fonctions (frais de mission et de déplacements).

Le Conservatoire du littoral supporte les frais de mission et de déplacements des agents pour les dépenses occasionnées par des actions de formation organisées par le CNFPT pour le compte des agents.

Le Conservatoire du littoral supporte les charges financières résultant de la mise en œuvre des prestations statutaires servies aux agents victimes d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle dans le cadre des missions exercées au Conservatoire du littoral et durant la période de la mise à disposition.

Les agents mis à disposition continuent à bénéficier des titres repas et des prestations de l'action sociale versés par la Collectivité de Corse.

ARTICLE 7 - Remboursement de la rémunération pour les agents concernés par la convention-cadre

Sur la base de l'annexe 2 (cf. annexe financière) à la présente convention, le Conservatoire du littoral rembourse à la Collectivité de Corse et pour les 4 agents visés à l'article 1 de la convention : le montant de la rémunération brute, les charges sociales correspondantes et le montant des prestations d'action sociale versées aux intéressés.

Ces remboursements s'effectueront sur émission de titres de recettes trimestriels.

Les titres émis par la Collectivité de Corse à l'attention du Conservatoire du littoral distinguent les trois éléments : la rémunération brute de l'agent, les charges sociales et les prestations d'action sociale.

En cas de congé maladie, les rémunérations des agents concernés seront prises en charge par le Conservatoire du littoral jusqu'au 30ème jour inclus. A compter du 31^{ème} jour, c'est la Collectivité de Corse qui prendra en charge la rémunération.

Par ailleurs, conformément à la délibération n° 19/ AC de l'Assemblée de Corse du en application des dispositions dérogatoires prévues au II de l'article 61-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, les dépenses de traitement, de charges sociales afférentes aux 2 des 6 emplois visés à l'article 1, ainsi que le montant des prestations de l'action sociale versées aux intéressés sont supportés par la Collectivité de Corse.

ARTICLE 8 - Modalités de contrôle et d'évaluation des activités des agents mis à disposition

Le Conservatoire du littoral transmet des rapports annuels individuels sur la manière de servir des agents la Collectivité de Corse. Ces rapports sont établis après un entretien individuel ; ils sont transmis aux agents pour leur permettre de présenter leurs observations, et à la Collectivité de Corse. Les pièces sont versées aux dossiers administratifs des agents.

En cas de faute disciplinaire commise dans l'organisme d'accueil, la Collectivité de Corse est saisie par le Conservatoire du littoral au moyen d'un rapport circonstancié établissant les faits. La Collectivité de Corse conserve sur les agents l'exercice du pouvoir disciplinaire.

ARTICLE 9 - La médecine de prévention

Le Médecin de prévention de la Collectivité de Corse délivre le certificat médical d'aptitude. La Collectivité de Corse prend alors à sa charge toutes les prescriptions du médecin de prévention, notamment, toutes les adaptations de poste de travail destinées à maintenir dans leur emploi les agents reconnus inaptes (mobilier adaptés, outils bureautiques, prothèses, orthèses...).

ARTICLE 10 - Fin des mises à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention, à la demande :

- des intéressés, du Conservatoire du littoral, ou de la Collectivité de Corse sous réserve d'un préavis de 3 mois ;
- sans préavis, en cas de faute disciplinaire, ayant fait l'objet d'une sanction notifiée à l'agent, et après accord entre la Collectivité de Corse et le Conservatoire du littoral.

Si au terme de la mise à disposition les agents ne peuvent être réaffectés dans les fonctions qu'ils exerçaient à la Collectivité de Corse, ils seront affectés dans l'un des emplois vacants correspondant à leur grade.

ARTICLE 11 - Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Bastia.

Fait à, le

Visa du Contrôleur budgétaire
François RAYMOND,

Pour la Collectivité de Corse
Le Président du Conseil Exécutif,

Pour le Conservatoire de l'espace
littoral
et des rivages lacustres
La directrice,

Annexes à la convention-cadre

Annexe 1 : Tableau nominatif des agents territoriaux mis à disposition

Annexe 2 : Annexe financière

Annexe 3 : Les arrêtés individuels de mise à disposition

Annexe 1 : Tableau nominatif des agents territoriaux mis à disposition au 1^{er} janvier 2019

<u>Nom - Prénom</u>	<u>Catégorie</u>	<u>Résidence administrative</u>	<u>Prise en charge</u>
Isabelle GUYOT	A	Bastia	MAD gratuite
Stéphanie MARCHETTI	A	Bastia	MAD contre remboursement
Julie ENJALBERT	C	Bastia	MAD contre remboursement
Emmanuelle FAUVELLE	B	Ajaccio	MAD contre remboursement
Poste non encore pourvu (au jour de la signature de la convention)	A ou B	Ajaccio	MAD gratuite
Roseline LEONARDINI	C	Ajaccio	MAD contre remboursement

Accord des intéressés à la présente convention

Monsieur ou Madame (*)certifie avoir pris connaissance de la convention cadre le

Monsieur ou Madame (*)certifie avoir pris connaissance de la convention cadre le

Monsieur ou Madame (*)certifie avoir pris connaissance de la convention cadre le

Monsieur ou Madame (*)certifie avoir pris connaissance de la convention cadre le

Monsieur ou Madame (*)certifie avoir pris connaissance de la convention cadre le

Monsieur ou Madame (*)certifie avoir pris connaissance de la convention cadre le

(*) Rayer la mention inutile

Annexe 2 : Annexe financière - Convention cadre de mise à disposition d'agents territoriaux auprès du Conservatoire du littoral

Vu la convention cadre de mise à disposition d'agents territoriaux de la Collectivité de Corse en date du 1^{er} janvier 2019

Vu l'article 7 « Remboursement de la rémunération »,

Il est convenu ce qui suit :

Mme Stéphanie MARCHETTI

Montant brut mensuel pour un mois complet pour la période duau.....

	Nom agent
Rémunération brute	
Charges sociales correspondantes	
Prestations d'action sociale	
Total mensuel	

Mme Julie ENJALBERT

Montant brut mensuel pour un mois complet pour la période duau.....

	Nom agent
Rémunération brute	
Charges sociales correspondantes	
Prestations d'action sociale	
Total mensuel	

Mme Emmanuelle FAUVELLE

Montant brut mensuel pour un mois complet pour la période duau.....

	Nom agent
Rémunération brute	
Charges sociales correspondantes	
Prestations d'action sociale	
Total mensuel	

Mme Roseline LEONARDINI

Montant brut mensuel pour un mois complet pour la période duau.....

	Nom agent
Rémunération brute	
Charges sociales correspondantes	
Prestations d'action sociale	
Total mensuel	

Mme Isabelle GUYOT

Montant brut mensuel pour un mois complet pour la période duau.....

	Nom agent
Rémunération brute	
Charges sociales correspondantes	
Prestations d'action sociale	
Total mensuel	

M.....(poste restant à pourvoir)

Montant brut mensuel pour un mois complet pour la période duau.....

	Nom agent
Rémunération brute	
Charges sociales correspondantes	
Prestations d'action sociale	
Total mensuel	

Annexe 3 : Arrêtés individuels de mise à disposition

Accusé de réception

Objet	MISE A DISPOSITION DE PERSONNELS DE LA COLLECTIVITE DE CORSE AUPRES DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL
Identifiant acte	02A-200076958-20190221-033506-DE
Identifiant interne	033506
Date de réception par la préfecture	8 mars 2019
Nombre d'annexes	0
Date de l'acte	21 février 2019
Code nature de l'acte	1
Classification	4.1.5

[Fermer](#)